

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1411

[S - C - 99/09419]

22 MARS 1999. — Loi relative à la procédure d'identification par analyse ADN en matière pénale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Un article 44ter, rédigé comme suit, est inséré dans le Livre premier, Chapitre IV, Section II, du Code d'instruction criminelle :

« Art. 44ter. § 1^{er}. L'analyse ADN de comparaison au sens du présent code vise uniquement à comparer des profils ADN d'échantillons de cellules humaines découverts ou prélevés afin de pouvoir identifier directement ou indirectement des personnes concernées par une infraction.

Cette analyse de comparaison ne peut porter que sur des segments d'ADN non codants.

§ 2. Le procureur du Roi peut, par décision motivée, désigner un expert attaché à un laboratoire agréé par le Roi pour dresser un profil ADN de traces découvertes de cellules humaines. L'expert veille à préserver un échantillon de traces de cellules humaines suffisant pour permettre une contre-expertise. Si cela s'avère impossible, il en fait état dans son rapport.

L'expert présente un rapport motivé sur l'exécution de sa mission.

Les profils ADN obtenus, ainsi que les données concernant ces profils ADN, énumérées à l'alinéa 4, sont communiqués sur l'ordre du ministre public à l'Institut national de Criminologie et de Criminologie afin d'y être conservés et traités.

Ces données sont :

- 1° le numéro de notice du dossier répressif;
- 2° le nom du magistrat chargé du dossier répressif;
- 3° les coordonnées du laboratoire qui a établi le profil ADN, ainsi que le numéro de dossier;
- 4° la nature biologique de la trace;
- 5° le sexe de la personne dont provient la trace;
- 6° le cas échéant, le numéro de code attribué par le magistrat et permettant de relier le profil ADN au nom de la personne concernée.

§ 3. Le procureur du Roi peut, dans l'intérêt de l'information, demander à une personne majeure l'autorisation de prélever chez elle une quantité de sang, de muqueuses de la joue ou de bulbes pileux selon son choix.

Le procureur du Roi ne peut procéder à un tel prélèvement que si au moins une trace de cellules humaines a été découverte et recueillie dans le cadre de l'affaire dont il est saisi.

L'accord de l'intéressé ne peut être donné que si le procureur du Roi a informé celui-ci des circonstances de l'affaire.

Le procureur du Roi informe également l'intéressé du fait que si l'analyse ADN de comparaison établit un lien positif avec le profil ADN de la trace concernée, son profil pourra être relié, dans la banque de données ADN « Criminologique » aux profils d'autres traces découvertes dans le cadre d'autres affaires pénales.

Il est fait mention de ces informations dans l'accord écrit de l'intéressé.

Le procureur du Roi requiert un officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi, ou un médecin pour un frottis buccal ou un prélèvement de bulbes pileux.

Pour effectuer un prélèvement de sang, il ne peut requérir qu'un médecin.

L'officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi dresse procès-verbal de l'opération de prélèvement.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1411

[S - C - 99/09419]

22 MAART 1999. — Wet betreffende de identificatieprocedure via DNA-analyse in strafzaken (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In Hoofdstuk IV, Afdeling II, van het Eerste Boek van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 44ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 44ter. § 1. Vergelijkend DNA-onderzoek in de zin van dit wetboek heeft alleen tot doel de DNA-profielen van aangetroffen of afgenomen menselijk celmateriaal te vergelijken teneinde bij een misdrijf betrokken personen direct of indirect te kunnen identificeren.

Dit vergelijkend onderzoek kan alleen betrekking hebben op niet-coderende DNA-segmenten.

§ 2. De procureur des Konings kan, bij gemotiveerde beslissing, een deskundige verbonden aan een door de Koning erkend laboratorium aanwijzen om een DNA-profiel op te stellen van aangetroffen sporen van menselijk celmateriaal. De deskundige zorgt ervoor dat hij voldoende sporen van celmateriaal bewaart om een tegenonderzoek mogelijk te maken. Blijkt dat onmogelijk te zijn, dan maakt hij daarvan melding in zijn verslag.

De deskundige brengt een gemotiveerd verslag uit over de uitvoering van zijn opdracht.

De verkregen DNA-profielen, alsmede de in het vierde lid opgesomde gegevens met betrekking tot deze DNA-profielen, worden, op bevel van het openbaar ministerie, overgezonden aan het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie om er opgeslagen en verwerkt te worden.

Deze gegevens zijn :

- 1° het notitienummer van het strafdossier;
- 2° de naam van de magistraat belast met het strafdossier;
- 3° de naam en het adres van het laboratorium waar het DNA-profiel werd opgesteld, alsook het dossiernummer;
- 4° de biologische aard van het spoor;
- 5° het geslacht van de persoon waarvan het spoor afkomstig is;
- 6° in voorkomend geval, het door de magistraat toegekende codenummer waardoor het DNA-profiel kan worden verbonden met de naam van de betrokken persoon.

§ 3. De procureur des Konings kan in het belang van het opsporingsonderzoek aan een meerderjarige de toestemming vragen om van hem een hoeveelheid bloed, wangslimvlies of haarwortels af te nemen, zoals die persoon verkiest.

De procureur des Konings kan alleen tot een dergelijke afname overgaan als op zijn minst een spoor van menselijke cellen is aangetroffen en verzameld in het raam van de zaak die bij hem aanhangig is gemaakt.

De toestemming van de betrokkene kan alleen worden gegeven als de procureur des Konings hem in kennis heeft gesteld van de omstandigheden van de zaak.

De procureur des Konings stelt de betrokkene tevens in kennis van het feit dat, indien het vergelijkend DNA-onderzoek een positief verband aantoon met het DNA-profiel van het betrokken spoor, zijn profiel in verband kan worden gebracht in de DNA-gegevensbank « Criminologische » met profielen van in andere strafzaken aangetroffen sporen.

Van die informatie wordt melding gemaakt in de schriftelijke toestemming van de betrokkene.

De procureur des Konings vordert een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, of een arts om een hoeveelheid haarwortels of wangslimvlies af te nemen.

Voor het afnemen van bloed kan hij alleen een arts vorderen.

Van de afname wordt proces-verbaal opgesteld door de officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

Le procureur du Roi désigne un expert attaché à un laboratoire agréé par le Roi pour établir le profil ADN de l'échantillon prélevé et effectuer une analyse ADN de comparaison.

L'expert chargé de l'analyse ADN de comparaison transmet son rapport dans les nonante jours de la réception de la requête du procureur du Roi.

Le procureur du Roi peut toutefois accorder un délai d'analyse supplémentaire sur demande motivée de l'expert.

§ 4. Le résultat de l'analyse ADN est, conformément aux modalités fixées par le Roi, porté à la connaissance de la personne concernée. Cette dernière peut, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, requérir du procureur du Roi qu'il fasse procéder à une contre-expertise par un expert désigné par l'intéressé et attaché à un laboratoire agréé par le Roi. L'expert remet un rapport motivé au procureur du Roi qui en informe l'intéressé conformément aux modalités fixées par le Roi.

La contre-expertise s'effectue sur la base d'un nouvel échantillon de cellules humaines prélevé sur l'intéressé et sur la base de la partie de la trace de cellules humaines qui n'a pas été utilisée lors de la première expertise.

Si le rapport relatif à la première expertise révèle que la quantité de traces de cellules humaines découverte est insuffisante pour dresser un nouveau profil ADN, la contre-expertise s'effectue sur la base d'un nouvel échantillon de cellules humaines prélevé sur l'intéressé et sur la base du profil ADN de la trace découverte établi par le premier expert.

Les frais de la contre-expertise, qui sont limités au montant fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sont à charge de la personne qui a demandé la contre-expertise. Si la contre-expertise ne confirme pas le résultat de la première analyse, le montant avancé par l'intéressé lui est remboursé par l'Etat.

§ 5. L'expert détruit l'échantillon de cellules prélevé dès qu'il est informé par le ministère public soit de l'absence d'une contre-expertise, soit du fait que le résultat de la contre-expertise a été porté à la connaissance de l'intéressé.

Dans le mois suivant cette communication par le ministère public, l'expert informe ce dernier que l'échantillon de cellules prélevé a été détruit.

Art. 3. Dans le Livre premier, Chapitre VI, Section II, Distinction II, du même Code, il est inséré un § 7, intitulé « De l'analyse ADN », contenant un article 90*undecies*, rédigé comme suit :

« Art. 90*undecies*. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 56, § 1^{er}, alinéa 3, du présent Code, le juge d'instruction peut ordonner, dans l'intérêt de l'instruction, qu'il soit procédé à un prélèvement d'échantillon de cellules humaines sur une personne aux fins d'une analyse ADN de comparaison, si le fait pour lequel il est saisi est une infraction pour laquelle est prévue une peine maximale de cinq ans d'emprisonnement ou une peine plus lourde.

Le prélèvement ne peut être ordonné que si le juge d'instruction dispose d'indices que la personne visée présente un lien direct avec la réalisation des faits.

Le juge d'instruction ne peut ordonner un tel prélèvement que si au moins une trace de cellules humaines a été découverte et recueillie dans le cadre de l'affaire dont il est saisi.

L'accord de l'intéressé n'est pas requis pour l'exécution de la mesure.

Cette mesure fait préalablement l'objet d'une ordonnance motivée du juge d'instruction qu'il communique au procureur du Roi.

§ 2. Avant d'ordonner une analyse ADN, le juge d'instruction entend la personne qui en fait l'objet.

Le juge d'instruction l'informe des circonstances de l'affaire et du fait que son profil ADN pourra être relié, dans la banque de données « Criminalistique », aux profils d'autres traces découvertes dans le cadre d'autres affaires pénales.

Les motifs de l'éventuel refus du prélèvement ou l'accord de l'intéressé à cette mesure sont actés dans le procès-verbal du juge d'instruction.

De procureur des Konings wijst een deskundige aan, verbonden aan een door de Koning erkend laboratorium, om het DNA-profiel van het afgenomen staal op te maken en een vergelijkend DNA-onderzoek uit te voeren.

De deskundige die met het vergelijkende DNA-onderzoek is belast, zendt zijn verslag over binnen negentig dagen na ontvangst van de vordering van de procureur des Konings.

De procureur des Konings kan evenwel een bijkomende onderzoekstermijn toekennen op gemotiveerd verzoek van de deskundige.

§ 4. De uitslag van het DNA-onderzoek wordt, volgens de nadere regels bepaald door de Koning, ter kennis gebracht van de betrokken persoon. Deze laatste kan, binnen vijftien dagen na de kennisgeving, de procureur des Konings verzoeken een tegenonderzoek te doen uitvoeren door een door de betrokkene aangewezen deskundige, verbonden aan een door de Koning erkend laboratorium. De deskundige brengt hierover een gemotiveerd verslag uit bij de procureur des Konings, die de betrokken persoon hiervan op de hoogte brengt, volgens de nadere regels bepaald door de Koning.

Het tegenonderzoek wordt verricht aan de hand van nieuw celmateriaal afgenomen van de betrokkene en aan de hand van het gedeelte van het spoor van het celmateriaal dat bij het aanvankelijke onderzoek niet werd gebruikt.

Indien uit het verslag van het aanvankelijke onderzoek blijkt dat de hoeveelheid aangetroffen celmateriaal ontoereikend is om een nieuw DNA-profiel op te stellen, wordt het tegenonderzoek verricht aan de hand van nieuw celmateriaal afgenomen van de betrokkene en aan de hand van het door de eerste deskundige opgestelde DNA-profiel van het aangetroffen spoor.

De kosten van het tegenonderzoek, beperkt tot een bedrag bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, zijn ten laste van de persoon die erom verzoekt. Indien het tegenonderzoek de uitslag van het aanvankelijk onderzoek niet bevestigt, wordt het door de betrokkene voorgeschoten bedrag door de Staat terugbetaald.

§ 5. De deskundige vernietigt het afgenomen celmateriaal van zodra hij door het openbaar ministerie geïnformeerd wordt hetzij van de afwezigheid van een tegenonderzoek hetzij van het feit dat de uitslag van het tegenonderzoek ter kennis werd gebracht van de betrokken persoon.

De deskundige deelt binnen een maand na de voormelde kennisgeving door het openbaar ministerie aan dit laatste mee dat het celmateriaal vernietigd is.

Art. 3. In Hoofdstuk VI, Afdeling II, Onderafdeling II, van het Eerste Boek van hetzelfde Wetboek wordt een § 7 ingevoegd, met als opschrift « DNA-onderzoek », houdende een artikel 90*undecies*, luidend als volgt :

« Art. 90*undecies*. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 56, § 1, derde lid, van dit Wetboek, kan de onderzoeksrechter, in het belang van het gerechtelijk onderzoek, de afname van menselijk celmateriaal op een persoon bevelen met het oog op een vergelijkend DNA-onderzoek, indien het feit waarvoor hij geadiëerd is, een strafbaar feit is waarop een maximumstraf staat van vijf jaar gevangenis of een zwaardere straf.

De afname slechts worden bevolen indien de onderzoeksrechter over aanwijzingen beschikt dat de betrokkene een directe band heeft met de totstandkoming van de feiten.

De onderzoeksrechter mag een dergelijke afname slechts bevelen indien, bij het onderzoek waarvoor hij geadiëerd is, ten minste een spoor van menselijk celmateriaal aangetroffen en verzameld werd.

Voor de uitvoering van die maatregel is de toestemming van de betrokkene niet vereist.

Tot die maatregel wordt vooraf bevel gegeven door een met redenen omklede beschikking van de onderzoeksrechter die deze meedeelt aan de procureur des Konings.

§ 2. Vooraleer de onderzoeksrechter een DNA-onderzoek beveelt, hoort hij de persoon die er het voorwerp van uitmaakt.

De onderzoeksrechter stelt hem in kennis van de omstandigheden van de zaak en van het feit dat zijn DNA-profiel kan worden vergeleken, in de gegevensbank « Criminalistiek », met de profielen van in andere strafzaken aangetroffen sporen.

Van de redenen van de eventuele weigering of van de instemming van de betrokkene met die maatregel wordt melding gemaakt in het proces-verbaal van de onderzoeksrechter.

§ 3. Le juge d'instruction requiert un officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi ou un médecin pour le frottis buccal ou le prélèvement de bulbes pileux.

Pour effectuer un prélèvement de sang, il ne peut requérir qu'un médecin.

La personne chargée du prélèvement d'échantillon en prélève une quantité suffisante pour permettre une contre-expertise.

L'officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi dresse un procès-verbal de l'opération de prélèvement.

Si la mesure doit être exécutée sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre de l'officier de police judiciaire. Dans ce cas, le prélèvement de sang est interdit.

Le juge d'instruction désigne un expert attaché à un laboratoire agréé par le Roi pour établir le profil ADN de l'échantillon prélevé et effectuer une analyse ADN de comparaison.

L'expert chargé de l'analyse ADN de comparaison transmet son rapport dans les nonante jours de la réception de la requête du juge d'instruction.

Celui-ci peut toutefois accorder un délai d'analyse supplémentaire sur demande motivée de l'expert.

§ 4. Le résultat de l'analyse ADN est, conformément aux modalités fixées par le Roi, porté à la connaissance de la personne concernée. Cette dernière peut, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, requérir du juge d'instruction qu'il fasse procéder à une contre-expertise par un expert désigné par l'intéressé attaché à un laboratoire agréé par le Roi. L'expert présente un rapport motivé au juge d'instruction qui en informe l'intéressé conformément aux modalités fixées par le Roi.

La contre-expertise s'effectue sur la base d'un nouvel échantillon de cellules humaines prélevé sur l'intéressé et sur la base de la partie de la trace de cellules humaines qui n'a pas été utilisée lors de la première expertise. Si le rapport relatif à la première expertise révèle que la quantité de traces de cellules humaines découverte est insuffisante pour dresser un nouveau profil ADN, la contre-expertise s'effectue sur la base d'un nouvel échantillon de cellules humaines prélevé sur l'intéressé et sur la base du profil ADN de la trace découverte établi par le premier expert.

Les frais de la contre-expertise, qui sont limités au montant fixé par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sont à charge de la personne qui a demandé la contre-expertise. Si la contre-expertise ne confirme pas le résultat de la première analyse, le montant avancé par l'intéressé lui est remboursé par l'Etat.

§ 5. L'expert détruit l'échantillon de cellules prélevé dès qu'il est informé par le ministère public soit de l'absence d'une contre-expertise, soit du fait que le résultat de la contre-expertise a été porté à la connaissance de l'intéressé.

Dans le mois suivant cette communication par le ministère public, l'expert informe ce dernier que l'échantillon de cellules prélevé a été détruit.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie une banque de données ADN « Criminalistique ».

Cette banque de données contient les profils ADN de traces découvertes de cellules humaines, obtenus conformément à l'article 44ter du Code d'instruction criminelle, ainsi que les données énumérées au § 2, alinéa 4, du même article, au § 3, alinéa 4, du présent article, et à l'article 5, § 4, alinéa 4, de la présente loi.

§ 2. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins d'établir un lien d'identification entre des profils ADN de traces de cellules humaines découvertes ou entre ceux-ci et des profils ADN d'échantillons prélevés sur des personnes en application des articles 44ter et 90undecies du Code d'instruction criminelle.

§ 3. Le ministère public ou le juge d'instruction, selon le cas, peuvent, par décision motivée, ordonner à un expert attaché à l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie de comparer le profil ADN des traces de cellules découvertes ou le profil ADN de l'échantillon de cellules humaines prélevé avec les données contenues dans la banque de données.

§ 3. De onderzoeksrechter vordert een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, of een arts om een hoeveelheid wangslimvlies of haarwortels af te nemen.

Voor het afnemen van bloed kan hij alleen een arts vorderen.

De persoon die met de afname van het staal is belast, neemt een voldoende hoeveelheid af om een tegenonderzoek mogelijk te maken.

Van de afname wordt proces-verbaal opgesteld door de officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings.

Indien de maatregel onder fysieke dwang moet worden uitgevoerd, wordt die dwang uitgeoefend door politieambtenaren onder het bevel van de officier van gerechtelijke politie. In dat geval is de bloedafname verboden.

De onderzoeksrechter wijst een deskundige aan, verbonden aan een door de Koning erkend laboratorium om het DNA-profiel van het afgenomen celmateriaal op te stellen en een vergelijkend DNA-onderzoek uit te voeren.

De deskundige die met het vergelijkend DNA-onderzoek belast is, zendt zijn verslag over binnen negentig dagen na ontvangst van de vordering van de onderzoeksrechter.

Deze kan evenwel een bijkomende onderzoekstermijn toestaan op gemotiveerd verzoek van de deskundige.

§ 4. De uitslag van het DNA-onderzoek wordt, volgens de nadere regels bepaald door de Koning, ter kennis gebracht van de betrokken persoon. Deze laatste kan, binnen vijftien dagen na de kennisgeving, de onderzoeksrechter verzoeken een tegenonderzoek te doen uitvoeren door een door de betrokkene aangewezen deskundige, verbonden aan een door de Koning erkend laboratorium. De deskundige brengt hierover een gemotiveerd verslag uit bij de onderzoeksrechter, die de betrokken persoon hiervan op de hoogte brengt, volgens de nadere regels bepaald door de Koning.

Het tegenonderzoek wordt verricht aan de hand van nieuw menselijk celmateriaal afgenomen van de betrokkene en aan de hand van het gedeelte van het spoor van menselijk celmateriaal dat niet werd gebruikt tijdens het aanvankelijke onderzoek. Indien uit het verslag van het aanvankelijke onderzoek blijkt dat de hoeveelheid aangetroffen menselijk celmateriaal ontoereikend is om een nieuw DNA-profiel op te stellen, wordt het tegenonderzoek verricht aan de hand van nieuw celmateriaal afgenomen van de betrokkene en aan de hand van het door de eerste deskundige opgestelde DNA-profiel van het aangetroffen spoor.

De kosten van het tegenonderzoek, beperkt tot een bedrag bepaald door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit, zijn ten laste van de persoon die erom verzoekt. Indien het tegenonderzoek de uitslag van het aanvankelijke onderzoek niet bevestigt, wordt het door de betrokkene voorgeschieden bedrag door de Staat terugbetaald.

§ 5. De deskundige vernietigt het afgenomen celmateriaal van zodra hij door het openbaar ministerie geïnformeerd wordt hetzij van de afwezigheid van een tegenonderzoek hetzij van het feit dat de uitslag van het tegenonderzoek ter kennis werd gebracht van de betrokken persoon.

De deskundige deelt binnen een maand na de voormelde kennisgeving door het openbaar ministerie aan dit laatste mee dat het celmateriaal vernietigd is.

Art. 4. § 1. Binnen het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie wordt een DNA-gegevensbank « Criminalistiek » opgericht.

Deze gegevensbank bevat de DNA-profielen van aangetroffen sporen van menselijk celmateriaal, verkregen overeenkomstig artikel 44ter van het Wetboek van strafvordering, alsmede de gegevens die opgesomd zijn in § 2, vierde lid, van hetzelfde artikel, in § 3, vierde lid, van dit artikel en in artikel 5, § 4, vierde lid, van deze wet.

§ 2. Deze gegevens mogen uitsluitend worden aangewend om ter identificatie een verband te leggen tussen DNA-profielen van aangetroffen sporen van menselijk celmateriaal of tussen deze laatste en DNA-profielen van materiaal dat werd afgenomen van personen, met toepassing van de artikelen 44ter en 90undecies van het Wetboek van strafvordering.

§ 3. Het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter, naargelang van het geval, kunnen, bij gemotiveerde beslissing, een deskundige verbonden aan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie opdracht geven het DNA-profiel van aangetroffen sporen van menselijk celmateriaal of het DNA-profiel van in dat kader afgenomen menselijk celmateriaal, te vergelijken met de gegevens opgenomen in de gegevensbank.

Le cas échéant, seul le ministère public ou le juge d'instruction peuvent prendre connaissance de l'identité de la personne à laquelle se rapportent les profils ADN pertinents de la banque de données.

L'expert présente un rapport motivé sur l'exécution de sa mission. Dans le cas où la comparaison établit un lien positif avec d'autres profils ADN stockés dans la banque de données, il en informe d'office les magistrats compétents.

Les données suivantes concernant les résultats de cette comparaison sont également enregistrées avec les données relatives aux profils ADN pertinents de la banque de données :

1° le cas échéant, le lien positif avec d'autres profils ADN stockés dans la banque de données;

2° le cas échéant, le numéro de code attribué par le magistrat et reliant le profil ADN au nom de la personne concernée.

§ 4. Les profils ADN et les données y relatives visées au présent article sont effacés de la banque de données ADN « Criminalistique » sur ordre du ministère public, dès lors que leur conservation dans la banque de données n'est pas ou n'est plus utile aux fins de la procédure pénale.

Les profils ADN et les données y relatives sont de toute façon effacés de la banque de données, selon le cas :

1° 30 ans après leur enregistrement dans la banque de données, pour les profils ADN qui n'ont pas été identifiés;

2° dès qu'une décision judiciaire passée en force de chose jugée est intervenue dans le dossier pour lequel le profil ADN a été obtenu, pour les profils ADN qui ont été identifiés.

Art. 5. § 1^{er}. Il est créé au sein de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie une banque de données ADN « Condamnés ».

Cette banque de données contient le profil ADN de chaque personne qui, pour avoir commis une des infractions visées à l'une des dispositions énumérées à l'alinéa 3, a été condamnée définitivement à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde, ainsi que de chaque personne à l'égard de laquelle une mesure d'internement a été ordonnée de manière définitive pour avoir commis une de ces infractions.

Donnent lieu à un enregistrement dans la banque de données, les infractions visées :

1° à l'article 347bis du Code pénal;

2° aux articles 368 et 369 du même Code;

3° aux articles 372 à 378 du même Code;

4° aux articles 393 à 397 du même Code;

5° aux articles 400 et 401 du même Code;

6° à l'article 438 du même Code;

7° aux articles 471 à 475 du même Code;

8° à l'article 477sexies du même Code;

9° aux articles 518, 531 et 532 du même Code.

Les données concernant ces profils ADN visées à l'article 44ter, § 2, alinéa 4, du Code d'instruction criminelle, sont également enregistrées dans cette banque de données.

§ 2. Si, dans le cadre de la procédure qui a conduit à la condamnation ou à la décision d'internement, un profil ADN de l'intéressé a été dressé, ce profil ADN est enregistré dans la banque de données ADN sur ordre du ministère public.

L'intéressé est informé de l'enregistrement visé dans le présent article et du fait que les profils ADN de traces de cellules humaines découvertes dans le cadre d'autres affaires pénales pourront être comparés au profil enregistré dans la banque de données « Condamnés ».

Si, dans le cadre de la procédure qui a conduit à la condamnation ou à la décision d'internement, le profil ADN de l'intéressé n'a pas été dressé, le ministère public requiert un officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi, ou un médecin pour effectuer un frottis buccal ou un prélèvement de bulbes pileux.

Pour le prélèvement de sang, il ne peut requérir qu'un médecin.

L'officier de police judiciaire, officier auxiliaire du procureur du Roi dresse procès-verbal de l'opération de prélèvement.

In voorkomend geval kunnen enkel het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter kennisnemen van de identiteit van de persoon op wie de relevante DNA-profielen uit de gegevensbank betrekking hebben.

De deskundige brengt een gemotiveerd verslag uit over de uitvoering van zijn opdracht. Ingeval de vergelijking een positief verband aantoont met andere DNA-profielen uit de gegevensbank, brengt hij ambtshalve de bevoegde magistraten hiervan op de hoogte.

De volgende gegevens inzake de resultaten van deze vergelijking worden eveneens opgenomen bij de gegevens met betrekking tot de relevante DNA-profielen uit de gegevensbank :

1° in voorkomend geval, het positieve verband met andere DNA-profielen opgenomen in de gegevensbank;

2° in voorkomend geval, het door de magistratuur toegekende codenummer dat het DNA-profiel verbindt met de naam van de betrokken persoon.

§ 4. De DNA-profielen en de in dit artikel bedoelde gegevens die daarop betrekking hebben, worden op bevel van het openbaar ministerie gewist uit de DNA-gegevensbank « Criminalistiek » wanneer de bewaring ervan in de gegevensbank niet of niet meer nuttig is voor de strafprocedure.

De DNA-profielen en de gegevens die daarop betrekking hebben, worden in elk geval uit de gegevensbank gewist, naar gelang van het geval :

1° wat de niet-geïdentificeerde DNA-profielen betreft, 30 jaar na de opname ervan in de gegevensbank;

2° wat de geïdentificeerde DNA-profielen betreft, zodra in het dossier waarvoor het DNA-profiel verkregen is een rechterlijke beslissing is genomen die in kracht van gewijsde is gegaan.

Art. 5. § 1. Binnen het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie wordt een DNA-gegevensbank « Veroordeelden » opgericht.

Deze gegevensbank bevat het DNA-profiel van iedere persoon die voor het plegen van een van de misdrijven, bedoeld in een van de bepalingen opgesomd in het derde lid, definitief is veroordeeld tot gevangenisstraf of een zwaardere straf, alsmede van iedere persoon ten aanzien van wie de internering definitief is gelast voor het plegen van een van deze misdrijven.

De misdrijven die een opname in de gegevensbank met zich meebrengen, zijn die welke bedoeld zijn in :

1° artikel 347bis van het Strafwetboek;

2° artikel 368 en 369 van hetzelfde Wetboek;

3° de artikelen 372 tot 378 van hetzelfde Wetboek;

4° de artikelen 393 tot 397 van hetzelfde Wetboek;

5° de artikelen 400 en 401 van hetzelfde Wetboek;

6° artikel 438 van hetzelfde Wetboek;

7° de artikelen 471 tot 475 van hetzelfde Wetboek;

8° artikel 477sexies van hetzelfde Wetboek;

9° de artikelen 518, 531 en 532 van hetzelfde Wetboek.

De gegevens met betrekking tot deze DNA-profielen, bedoeld in artikel 44ter, § 2, vierde lid, van het Wetboek van strafvordering, worden ook in deze gegevensbank opgenomen.

§ 2. Indien in het kader van de procedure die heeft geleid tot de veroordeling of de beslissing tot internering een DNA-profiel van de betrokkene werd opgesteld, wordt dat DNA-profiel op bevel van het openbaar ministerie opgenomen in de DNA-gegevensbank.

De betrokkene wordt in kennis gesteld van de in dit artikel bedoelde opname en van het feit dat de DNA-profielen van sporen van menselijk celmateriaal die worden ontdekt in het kader van andere strafzaken kunnen worden vergeleken met het profiel dat in de gegevensbank « Veroordeelden » is opgenomen.

Indien in het kader van de procedure die heeft geleid tot de veroordeling of de beslissing tot internering geen DNA-profiel van de betrokkene werd opgesteld, vordert het openbaar ministerie een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, of een arts om een hoeveelheid wangslimvlies of haarwortels af te nemen.

Voor het afnemen van bloed kan hij alleen een arts vorderen.

De officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, stelt van de afname een proces-verbaal op.

Si la mesure doit être exécutée sous la contrainte physique, celle-ci est exercée par des fonctionnaires de police sous l'ordre de l'officier de police judiciaire. Dans ce cas, le prélèvement de sang est interdit.

L'intéressé est informé de l'enregistrement de son profil ADN dans la banque de données « Condamnés » et du fait que le profil ADN de traces de cellules humaines découvertes dans le cadre d'autres affaires pénales pourra être comparé à ce profil enregistré dans la banque de données « Condamnés ».

Le ministère public désigne un expert attaché à un des laboratoires agréés par le Roi à cet effet pour établir le profil ADN du condamné ou de l'interné et présenter un rapport motivé de sa mission. Le résultat est enregistré dans la banque de données « Condamnés ».

L'expert détruit immédiatement l'échantillon de cellules prélevé. Dans le mois, il informe le ministère public que l'échantillon de cellules prélevé a été détruit.

§ 3. L'utilisation de ces données est limitée exclusivement afin de pouvoir identifier directement ou indirectement des personnes concernées par une infraction.

§ 4. Le ministère public ou le juge d'instruction, selon le cas, peuvent, par décision motivée, ordonner à un expert attaché à l'Institut national de Criminologie et de Criminologie de comparer le profil ADN des traces découvertes de cellules humaines avec les données contenues dans la banque de données.

Le cas échéant, seul le ministère public ou le juge d'instruction peuvent prendre connaissance de l'identité de la personne à laquelle se rapportent les profils ADN pertinents de la banque de données.

L'expert présente un rapport motivé sur l'exécution de sa mission.

Les données suivantes sont également enregistrées avec les données relatives aux profils ADN pertinents de la banque de données « Criminologique » :

1° le cas échéant, le lien positif avec d'autres profils ADN stockés dans la banque de données;

2° le cas échéant, le numéro de code attribué par le magistrat et reliant le profil ADN au nom de la personne concernée.

Si la comparaison avec d'autres profils ADN stockés dans la banque de données établit un lien positif, l'expert en informe d'office les magistrats compétents à cet égard.

§ 5. Les données de la banque de données ADN « Condamnés » sont effacées sur ordre du ministère public dix ans après le décès de la personne à laquelle elles se rapportent.

Art. 6. § 1^{er}. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de deux cents francs à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque, sans y être autorisé, aura pris sciemment connaissance des résultats de l'analyse ADN, au sens de l'article 44ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle.

§ 2. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de deux cents francs à vingt mille francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

1° soit, alors qu'il savait que certaines données avaient été obtenues par la perpétration de l'infraction visée au § 1^{er}, aura sciemment utilisé des données à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale;

2° soit, alors qu'il y était autorisé, aura pris connaissance des résultats de l'analyse ADN, au sens de l'article 44ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, et les aura sciemment utilisés à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale;

3° soit, aura utilisé les échantillons de traces de cellules humaines découvertes ou les échantillons prélevés à d'autres fins qu'aux fins de la procédure pénale.

§ 3. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 50 000 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui sciemment effectue ou fait effectuer une analyse ADN, au sens de l'article 44ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle, hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit.

Indien de maatregel onder fysieke dwang moet worden uitgevoerd, wordt die dwang uitgeoefend door politieambtenaren onder het bevel van de officier van gerechtelijke politie. In dat geval is de bloedafname verboden.

De betrokkene wordt in kennis gesteld van de opname van zijn DNA-profiel in de gegevensbank « Veroordeelden » en van het feit dat het DNA-profiel van sporen van menselijk celmateriaal die worden aangetroffen in het kader van andere strafzaken kan worden vergeleken met dat profiel dat in de gegevensbank « Veroordeelden » is opgenomen.

Het openbaar ministerie stelt een aan een van de daartoe door de Koning erkende laboratoria verbonden deskundige aan om het DNA-profiel van de veroordeelde of de geïnterneerde op te stellen en een met redenen omkleed verslag van zijn opdracht uit te brengen. Het resultaat wordt opgeslagen in de gegevensbank « Veroordeelden ».

De deskundige vernietigt onmiddellijk het afgenomen celmateriaal. Hij stelt het openbaar ministerie er binnen een maand van in kennis dat het afgenomen celmateriaal werd vernietigd.

§ 3. Deze gegevens mogen uitsluitend aangewend worden teneinde al dan niet rechtstreeks personen betrokken bij een misdrijf te kunnen identificeren.

§ 4. Het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter, naargelang van het geval, kunnen, bij gemotiveerde beslissing, een deskundige verbonden aan het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie opdracht geven het DNA-profiel van aangetroffen sporen van menselijk celmateriaal, te vergelijken met de gegevens opgenomen in de gegevensbank.

In voorkomend geval, kunnen enkel het openbaar ministerie of de onderzoeksrechter kennis nemen van de identiteit van de persoon waarop de relevante DNA-profielen uit de gegevensbank betrekking hebben.

De deskundige brengt een gemotiveerd verslag uit over de uitvoering van zijn opdracht.

De volgende gegevens worden eveneens opgenomen bij de gegevens met betrekking tot de relevante DNA-profielen uit de gegevensbank « Criminologische » :

1° in voorkomend geval, het positieve verband met andere DNA-profielen opgenomen in de databank;

2° in voorkomend geval, het door de magistratuur toegekende codenummer dat het DNA-profiel verbindt met de naam van de betrokken persoon.

Indien de vergelijking met andere DNA-profielen uit de gegevensbank een positief verband aantoonde, brengt de deskundige ambtshalve de bevoegde magistraten hiervan op de hoogte.

§ 5. De in de DNA-gegevensbank « Veroordeelden » opgenomen gegevens worden op bevel van het openbaar ministerie verwijderd tien jaar na het overlijden van de persoon waarop ze betrekking hebben.

Art. 6. § 1. Met gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot tienduizend frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft hij die, zonder daartoe gemachtigd te zijn, wetens kennisneemt van de uitslag van het DNA-onderzoek, in de zin van artikel 44ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering.

§ 2. Met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van tweehonderd frank tot twintigduizend frank, of met een van die straffen alleen, wordt gestraft hij die :

1° hetzij, terwijl hij weet dat gegevens verkregen zijn door het plegen van het misdrijf bedoeld in § 1, die gegevens wetens gebruikt voor andere doeleinden dan de strafprocedure;

2° hetzij, terwijl hij daartoe gerechtigd is, kennis heeft genomen van de uitslag van het DNA-onderzoek, in de zin van artikel 44ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering en die resultaten wetens gebruikt voor andere doeleinden dan de strafprocedure;

3° hetzij de sporen van aangetroffen celmateriaal of het afgenomen celmateriaal gebruikt heeft voor andere doeleinden dan de strafprocedure.

§ 3. Met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van 500 frank tot 50 000 frank of met een van deze straffen alleen, wordt gestraft, hij die wetens een DNA-onderzoek in de zin van artikel 44ter, § 1, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering uitvoert of doet uitvoeren, buiten de gevallen die de wet bepaalt of zonder inachtneming van de vormen die zij voorschrijft.

§ 4. Les dispositions du Livre premier du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues au présent article.

Art. 7. Le Roi détermine les modalités relatives au traitement des traces d'échantillon de cellules, au prélèvement d'échantillon de cellules chez une personne concernée par une infraction, à la conservation, à l'analyse et, le cas échéant, à la destruction des échantillons de cellules, à l'exécution d'une contre-expertise, à l'agrégation des laboratoires et à la possibilité de requérir des laboratoires étrangers, ainsi qu'aux modalités d'enregistrement, de traitement et d'utilisation des profils ADN dans les banques de données ADN.

Après avis de la Commission de la protection de la vie privée, Il fixe :

1° les garanties particulières en matière de confidentialité et de protection des données à caractère personnel traitées;

2° le mode de désignation du préposé à la protection des données au sein de l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie, les tâches qui lui seront confiées, ainsi que les garanties relatives à son indépendance;

3° la manière dont l'Institut national de Criminalistique et de Criminologie fait rapport à la Commission de la protection de la vie privée sur le traitement des données à caractère personnel.

L'exercice des missions du préposé ne peut entraîner pour lui des désavantages. Il ne peut, en particulier, être licencié ou remplacé comme préposé à cause de l'exécution des tâches qui lui sont confiées.

Art. 8. Les dispositions de l'article 5 de la présente loi sont également applicables aux personnes qui, pour avoir commis une des infractions visées à l'article 5, § 1^{er}, ont été condamnées définitivement à une peine d'emprisonnement ou à une peine plus lourde ainsi qu'aux personnes à l'égard desquelles une mesure d'internement a été ordonnée de manière définitive pour avoir commis une des infractions précitées, avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et dont la peine privative de liberté ou la mesure d'internement n'a pas encore été exécutée définitivement.

Par dérogation à l'article 5, § 2, de la présente loi, il sera dressé un profil ADN de ces personnes si, en raison d'une telle condamnation ou mesure d'internement, celles-ci sont privées de leur liberté au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi dès qu'elles seront mises en liberté.

Art. 9. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue de sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) *Session 1996-1997.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi de MM. Lespagnard et J.-J. Viseur, 1047-96/97 - n° 1. — Amendements, 1047-96/97 - n° 2 à 5. — Rapport de la commission de la justice, 1047-96/97 - n° 6. — Texte adopté par la commission de la justice, 1047-96/97 - n° 7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 1047-96/97 - n° 8.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 24 et 25 février 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 1-1289-1998/1999 - n° 1. — Projet non évoqué par le Sénat, 1-1289-1998/1999 - n° 2.

§ 4. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85 zijn op de in dit artikel bepaalde misdrijven van toepassing.

Art. 7. De Koning regelt de wijze waarop de sporen van celmateriaal worden behandeld, het celmateriaal van een persoon betrokken bij een misdrijf wordt afgenomen, het celmateriaal wordt bewaard, onderzocht en, in voorkomend geval, vernietigd, een tegenonderzoek wordt uitgevoerd, de erkenning van de laboratoria en de mogelijkheid een beroep te doen op buitenlandse laboratoria, alsmede de nadere regels van het opslaan, verwerken en aanwenden van de DNA-profielen in de DNA-gegevensbanken.

Na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer bepaalt Hij :

1° de bijzondere waarborgen inzake vertrouwelijkheid en beveiliging van de verwerkte persoonsgegevens;

2° de wijze van benoeming van de aangestelde voor de gegevensbescherming bij het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, de taken die hem zullen worden toevertrouwd, alsmede de waarborgen voor diens onafhankelijkheid;

3° de wijze waarop het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verslag uitbrengt over de verwerking van persoonsgegevens.

De uitoefening van de taken van de aangestelde mag voor deze geen nadelen ten gevolge hebben. Hij mag in het bijzonder, niet ontslagen of als aangestelde vervangen worden wegens de uitoefening van de taken die hem zijn toevertrouwd.

Art. 8. De bepalingen van artikel 5 zijn eveneens van toepassing op personen die voor het plegen van één van de misdrijven bedoeld in artikel 5, § 1, definitief zijn veroordeeld tot gevangenisstraf of een zwaardere straf, alsmede op personen ten aanzien waarvan definitief een interneringsmaatregel is gelast wegens het plegen van een van de voornoemde misdrijven, voor de datum van inwerkingtreding van deze wet, en waarvan de vrijheidsberovende straf of interneringsmaatregel nog niet definitief ten uitvoer gelegd is.

In afwijking van artikel 5, § 2, van deze wet wordt van deze personen, indien zij omwille van een hoger vermelde veroordeling of beslissing tot internering van hun vrijheid beroofd zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, een DNA-profiel opgesteld, zodra ze in vrijheid zullen worden gesteld.

Art. 9. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) *Zitting 1996-1997.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel van de heren Lespagnard en J.-J. Viseur, 1047-96/97 - nr. 1. — Amendementen, 1047-96/97 - nrs. 2 tot 5. — Verslag namens de commissie voor de justitie, 1047-96/97 - nr. 6. — Tekst aangenomen door de commissie voor de justitie, 1047-96/97 - nr. 7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 1047-96/97 - nr. 8.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 24 en 25 februari 1999.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 1-1289-1998/1999 - nr. 1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, 1-1289-1998/1999 - nr. 2.